

§ 2. Pour la fixation du nombre de périodes de cours admissibles à 100 %, on applique au nombre d'étudiants visés au § 1er les pourcentages visés au littéra C de l'article 5 de l'arrêté royal n° 70 du 21 juillet 1982 fixant le nombre global de période de cours admissibles dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, organisé ou subventionné par l'Etat. Après l'application du pourcentage d'économie général imposé le résultat ne peut cependant jamais être inférieur à 32 périodes.

§ 3. Les étudiants visés au § 1er, qui, au 1er février de l'année académique, remplissent les conditions pour entrer en ligne de compte pour le financement, peuvent, en vue de l'organisation de l'année académique suivante être comptés pour tous les aspects du financement, à l'exception de la fixation du nombre de périodes de cours.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1991.

Art. 7. Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 2 octobre 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,
D. COENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 737

27 DECEMBER 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 91, 111, 118 et 120;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1966 fixant les conditions requises pour la détermination du nombre d'emploi dans les établissements d'enseignement technique de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 décembre 1991 fixant les conditions auxquelles il est fait appel à des experts pour certaines prestations dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 juillet 1991;

Vu le protocole du 11 octobre 1991 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et vu la délibération de l'Exécutif en date du 11 décembre 1991,

Arrête :

TITRE Ier. — Détermination et classement des fonctions des membres des personnels des établissements d'enseignement de promotion sociale

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, l'enseignement de promotion sociale organisé et subventionné par la Communauté française est divisé en enseignement secondaire, enseignement supérieur de type court, enseignement supérieur technique du deuxième degré, enseignement supérieur de type long.

Art. 2. L'enseignement secondaire de promotion sociale comporte deux degrés : le degré inférieur et le degré supérieur.

L'enseignement secondaire de promotion sociale du degré inférieur est dispensé dans les sections techniques secondaires inférieures et dans les sections professionnelles secondaires inférieures de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ainsi que dans les sections et unités de formation secondaires inférieures de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

L'enseignement secondaire de promotion sociale du degré supérieur est dispensé dans les sections techniques secondaires supérieures, les sections professionnelles secondaires supérieures, les sections professionnelles secondaires complémentaires et les sections des cours normaux techniques primaires de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ainsi que dans les sections et unités de formation secondaires supérieures de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

Art. 3. L'enseignement supérieur de type court et de promotion sociale est dispensé dans les sections des cours normaux techniques moyens et dans les sections de l'enseignement supérieur de type court et de promotion sociale de régime 2 ainsi que dans les sections et unités de formation de l'enseignement supérieur de type court et de promotion sociale de régime 1.

L'enseignement supérieur technique du deuxième degré de promotion sociale est dispensé dans les sections d'ingénieur technicien de l'enseignement supérieur de promotion sociale de régime 2, classées actuellement dans les cours techniques supérieurs du deuxième degré.

L'enseignement supérieur de type long et de promotion sociale est dispensé dans les sections et unités de formation de l'enseignement supérieur de type long et de promotion sociale de régime 1.

Art. 4. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de déterminer et de classer les cours généraux, les cours spéciaux, les cours techniques y compris les laboratoires, la pratique professionnelle y compris les stages, les cours techniques et de pratique professionnelle, les cours de psychologie, de pédagogie et de méthodologie, organisés dans l'enseignement de promotion sociale.

Les cours et la pratique professionnelle visés à l'article 1^{er} sont ceux qui sont indiqués dans les horaires des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 approuvées par l'Exécutif, sur avis conforme de la Commission de concertation, ou à défaut dans les horaires des sections et formations courtes de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 approuvées par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 5. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions décrit les fonctions de directeur, sous-directeur, chef d'atelier, éducateur-économiste, secrétaire de direction, surveillant-éducateur, rédacteur, commis-dactylographe, inspecteur, assurées dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Fonctions des membres du personnel directeur et enseignant et des membres du personnel auxiliaire d'éducation*

Art. 6. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant et les membres du personnel auxiliaire d'éducation sont déterminées et classées en fonctions de recrutement, en fonctions de sélection et en fonctions de promotion.

Section 1^{re}. — *Fonctions de recrutement dans la catégorie des membres du personnel directeur et enseignant*

Art. 7. Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré inférieur, les fonctions de recrutement sont :

1. professeur de cours généraux;
2. professeur de cours spéciaux;
3. professeur de cours techniques;
4. professeur de pratique professionnelle;
5. professeur de cours techniques et de pratique professionnelle.

Art. 8. Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré supérieur, les fonctions de recrutement sont :

1. professeur de cours généraux;
2. professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie;
3. professeur de cours spéciaux;
4. professeur de cours techniques;
5. professeur de pratique professionnelle;
6. professeur de cours techniques et de pratique professionnelle.

Art. 9. Dans l'enseignement supérieur de type court et de promotion sociale, les fonctions de recrutement sont :

1. professeur de cours généraux;
2. professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie;
3. professeur de cours spéciaux;
4. professeur de cours techniques;
5. professeur de pratique professionnelle;
6. professeur de cours techniques et de pratique professionnelle.

Art. 10. Dans l'enseignement supérieur technique du deuxième degré de promotion sociale et de régime 2, les fonctions de recrutement sont :

1. professeur de cours généraux;
2. professeur de cours techniques;
3. professeur de pratique professionnelle.

Section 2. — *Fonctions de recrutement dans la catégorie des membres du personnel auxiliaire d'éducation*

Art. 11. Dans l'enseignement de promotion sociale, la fonction de recrutement est :

1. surveillant-éducateur.

Section 3. — *Fonctions de sélection dans la catégorie des membres du personnel directeur et enseignant*

Art. 12. Dans l'enseignement de promotion sociale, les fonctions de sélection sont :

1. chef d'atelier;
2. sous-directeur.

Section 4. — *Fonctions de sélection dans la catégorie des membres du personnel auxiliaire d'éducation*

Art. 13. Dans l'enseignement de promotion sociale, les fonctions de sélection sont :

1. éducateur-économiste;
2. secrétaire de direction.

Section 5. — *Fonctions de promotion dans la catégorie des membres du personnel directeur et enseignant*

Art. 14. Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, la fonction de promotion est :

1. directeur.

Art. 15. Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, la fonction de promotion est :

1. directeur.

CHAPITRE III. — *Fonctions des membres du personnel administratif*

Art. 16. Dans l'enseignement de promotion sociale, les fonctions de recrutement sont :

1. commis-dactylographe;
2. rédacteur.

CHAPITRE IV. — *Fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française*

Art. 17. Les fonctions de promotion que peuvent exercer les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont déterminées et classées ci-après :

1. inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
2. inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
3. inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
4. inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur;
5. inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur;
6. inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur;
7. inspecteur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur;
8. inspecteur du personnel auxiliaire d'éducation;
9. inspecteur coordonnateur.

TITRE II. Conditions de création et de maintien des charges et emplois dans l'enseignement de promotion sociale

Art. 18. Conformément à l'article 111 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, à partir du 1^{er} juillet 1991 les emplois de directeur, sous-directeur, chef d'atelier, éducateur-économiste, secrétaire de direction, surveillant-éducateur, rédacteur, commis-dactylographe sont créés et maintenus, aux conditions fixées par le présent arrêté, pour l'ensemble des sections et unités de formation d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale au sens de l'article 94 du décret précité.

Art. 19. Dans tout établissement autonome d'enseignement de promotion sociale est créé et maintenu un emploi de directeur à prestations complètes.

Cet emploi ne peut être réparti sur plusieurs membres du personnel.

Les prestations du directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale sont fixées à trente-six heures par semaine au minimum.

Les activités du directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale peuvent être limitées, indépendamment des heures d'ouverture de l'établissement qu'il dirige, au nombre d'heures de prestations visé à l'alinéa 3.

Art. 20. Dans tout établissement autonome d'enseignement de promotion sociale peut être créé et maintenu un emploi d'éducateur-économiste à prestations complètes.

Cet emploi ne peut être réparti sur plusieurs membres du personnel.

Les prestations de l'éducateur-économiste d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale sont fixées à trente-six heures par semaine.

L'éducateur-économiste peut, selon les nécessités, être chargé de tâches de secrétariat.

Art. 21. Pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale de régime 1, le nombre de « périodes-élèves » s'obtient en totalisant les nombres de périodes de formation suivies par tous les élèves réguliers.

Pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale de régime 2, le nombre de « périodes-élèves » s'obtient en multipliant par quarante le nombre d'heures hebdomadaires/élèves tel que défini à l'article 2 de l'arrêté royal du 12 janvier 1966 fixant les conditions requises pour la détermination du nombre d'emplois dans les établissements d'enseignement technique de l'Etat.

Art. 22. Dans un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale, l'emploi de sous-directeur peut être créé et maintenu en fonction du nombre de périodes-élèves cité dans le tableau suivant :

Périodes-élèves	Sous-directeur
200.000	un emploi à mi-temps
320.000	deux emplois à mi-temps ou un emploi à temps plein
640.000 et plus	deux emplois à mi-temps et un emploi à temps plein ou deux emplois à temps plein

Les emplois à mi-temps ou à temps plein ne peuvent être répartis sur plusieurs membres du personnel.

Pour un emploi à temps plein de sous-directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale, les prestations sont fixées à trente-six heures par semaine.

Art. 23. § 1^{er}. Dans un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale, l'emploi de chef d'atelier peut être créé et maintenu conformément aux nombres de périodes-élèves cités dans le tableau suivant :

Périodes-élèves	Chef d'atelier
30.000	un emploi à quart temps
80.000	deux emplois à quart temps ou un emploi à mi-temps
120.000	trois emplois à quart-temps ou un emploi à mi-temps et un emploi à quart temps ou un emploi à trois quarts temps
160.000	quatre emplois à quart temps ou deux emplois à mi-temps ou un emploi à mi-temps et deux emplois à quart temps ou un emploi à trois quarts temps et un emploi à quart temps ou un emploi à temps plein
320.000 et plus	quatre emplois à quart temps et un emploi à temps plein ou deux emplois à mi-temps et un emploi à temps plein ou un emploi à mi-temps et deux emplois à quart temps et un emploi à temps plein ou un emploi à trois quarts temps et un emploi à quart temps et un emploi à temps plein ou deux emplois à temps plein.

L'emploi à temps plein et chacune des fractions citées dans le tableau ci-dessus ne peuvent être répartis sur plusieurs membres du personnel.

Pour un emploi à temps plein de chef d'atelier d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale, les prestations sont fixées à 30 périodes par semaine.

§ 2. Dans les calculs visés au § 1^{er} du présent article, entrent uniquement en ligne de compte :

- 1° à raison de septante-cinq pourcent, les périodes-élèves de la pratique professionnelle;
- 2° à raison de vingt-cinq pourcent, les périodes-élèves des cours techniques et de pratique professionnelle;
- 3° à raison de cinquante pourcent, les périodes-élèves des cours techniques de laboratoires à caractère industriel;
- 4° à raison de vingt-cinq pourcent, les périodes-élèves des cours techniques de laboratoires d'un caractère autre qu'industriel.

Les périodes considérées sont celles qui sont indiquées dans les horaires des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 approuvées par l'Exécutif, sur avis conforme de la Commission de concertation, ou à défaut dans les horaires des sections et formations courtes approuvées par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 24. Dans un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale, un emploi de secrétaire de direction peut être créé et maintenu si l'établissement compte au moins 360.000 périodes-élèves.

L'emploi de secrétaire de direction peut être attribué par mi-temps.

Pour un emploi à temps plein de secrétaire de direction, les prestations sont fixées à trente-six heures par semaine.

Art. 25. Dans un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale, les emplois à temps plein de surveillant-éducateur, rédacteur et commis-dactylographe peuvent être créés et maintenus conformément aux nombres de périodes-élèves cités dans le tableau suivant :

Périodes-élèves	Emplois
30.000	1 éducateur-économe conformément à l'article 20 ou 1 surveillant-éducateur ou 1 commis-dactylographe ou un emploi à mi-temps de surveillant-éducateur et un emploi à mi-temps de commis-dactylographe
120.000	+ 1 surveillant-éducateur ou + 1 commis-dactylographe ou + un emploi à mi-temps de surveillant-éducateur et un emploi à mi-temps de commis-dactylographe
240.000	+ 1 surveillant-éducateur
360.000	+ 1 secrétaire de direction conformément à l'article 24 ou + 1 surveillant-éducateur ou + 1 rédacteur ou + 1 commis-dactylographe
500.000	+ 1 surveillant-éducateur ou + 1 commis-dactylographe

Périodes-élèves	Emplois
600.000	+ 1 surveillant-éducateur ou + 1 commis-dactylographe
840.000	+ 1 surveillant-éducateur ou + 1 commis-dactylographe
1.200.000 et plus	+ 1 surveillant-éducateur ou + 1 rédacteur ou + 1 commis-dactylo- graphe

Les emplois de surveillant-éducateur, de commis-dactylographe et de rédacteur peuvent être attribués par mi-temps.

Pour un emploi à temps plein de surveillant-éducateur, rédacteur, commis-dactylographe, les prestations sont fixées à trente-six heures par semaine.

Art. 26. La fixation du nombre des emplois visés aux articles 19, 20, 22, 23, 24 et 25 s'effectue au 1^{er} janvier de chaque année civile sur la base du total des périodes-élèves de l'avant dernière année civile qui précède.

La fixation du nombre des emplois visés aux articles 19, 20, 22, 23, 24 et 25 s'effectue une première fois au 1^{er} juillet 1991 sur la base du total des périodes-élèves de l'année civile 1990.

Art. 27. A partir du 1^{er} juillet 1991, les emplois de professeurs existent en fonction principale uniquement, sans préjudice de dispositions transitoires fixées par l'Exécutif, pour l'ensemble des sections et unités de formation d'un établissement d'enseignement de promotion sociale.

Toutefois, conformément à l'article 118 dudit décret, il peut être fait appel à des experts pour certaines prestations aux conditions fixées par l'arrêté de l'Exécutif pris en application dudit article.

Art. 28. Les emplois de professeurs et les charges de cours attribuées aux experts sont déterminés par chaque pouvoir organisateur concerné conformément à la dotation/école.

Art. 29. Sauf dispositions contraires, l'attribution des emplois en fonction principale, dans l'enseignement de promotion sociale d'un pouvoir organisateur déterminé est réalisée en tenant compte, en priorité, de tous les services accomplis dans l'enseignement de promotion sociale de ce pouvoir organisateur à quelque titre que ce soit.

Art. 30. Lors d'une mise en disponibilité par défaut d'emploi dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, la perte d'emploi affecte en premier lieu, s'il échet, les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction accessoire.

TITRE III. — Dispositions finales

Art. 31. L'article 5 de l'arrêté royal du 12 janvier 1966 fixant les conditions requises pour la détermination du nombre d'emplois dans les établissements d'enseignement technique de l'Etat, est abrogé en ce qui concerne les établissements autonomes d'enseignement de promotion sociale. Toutefois, les emplois conférés jusqu'au 31 décembre 1991 en application des dispositions dudit arrêté peuvent être maintenus, s'il échet, jusqu'au 30 septembre 1992.

Les emplois de professeurs dans l'enseignement de promotion sociale de régime 2 peuvent être attribués en fonction accessoire jusqu'au 30 septembre 1992.

Art. 32. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1991.

Art. 33. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 92 — 737

27 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op de artikelen 94, 111, 118 en 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 1966 houdende vaststelling van de voorwaarden vereist voor het bepalen van het aantal betrekkingen in de rijksinrichtingen voor technisch onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 22 december 1991 tot bepaling van de voorwaarden waaronder een beroep wordt gedaan op deskundigen voor bepaalde prestaties in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 15 juli 1991;

Gelet op het protocol d.d. 11 oktober 1991 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, in gemeenschappelijke vergadering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 11 december 1991,

Besluit :

TITEL I. — Benaming en indeling van de ambten van de personeelsleden van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs voor sociale promotie verdeeld in secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type, hoger technisch onderwijs van de 2e graad, hoger onderwijs van het lange type.

Art. 2. Het secundair onderwijs voor sociale promotie omvat een lagere graad en een hogere graad.

Lager secundair onderwijs voor sociale promotie wordt gegeven in de lager secundaire technische afdelingen en de lager secundaire beroepsafdelingen van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 en in de lager secundaire opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

Het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie wordt gegeven in de hoger secundaire technische afdelingen, de hoger secundaire beroepsafdelingen, de aanvullende secundaire beroepsafdelingen en de afdelingen van de lagere technische normaalleergangen van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 en in de hoger secundaire opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

Art. 3. Het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie wordt gegeven in de afdelingen van de middelbare technische normaalleergangen en van het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie van stelsel 2 en in de opleidingsafdelingen en -eenheden van het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie van stelsel 1.

Het hoger technisch onderwijs van de 2e graad voor sociale promotie wordt gegeven in de afdelingen voor technisch ingenieur in het hoger onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, thans ingedeeld bij de hoger secundaire technische leergangen van de 2e graad.

Het hoger onderwijs van het lange type voor sociale promotie wordt gegeven in de opleidingsafdelingen en -eenheden van het hoger onderwijs van het lange type voor sociale promotie van stelsel 1.

Art. 4. De voor het onderwijs voor sociale promotie bevoegde Minister is gelast, de algemene vakken, de bijzondere vakken, de technische vakken met inbegrip van de laboratoria, de beroepspraktijk met inbegrip van de stages, de technische vakken en beroepspraktijk, de cursussen psychologie, opvoedkunde en methodiek, in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd, te bepalen en in te delen.

De in het 1ste lid bedoelde vakken en beroepspraktijk komen voor in de lesroosters van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, goedgekeurd door de Executieve op eensluidend advies van de overlegcommissie of, bij gemis daarvan, in de lesroosters van de afdelingen en korte opleidingen van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, goedgekeurd door de voor het onderwijs voor sociale promotie bevoegde Minister.

Art. 5. De voor het onderwijs voor sociale promotie bevoegde Minister omschrijft de ambten van directeur, onderdirecteur, werkmeester, opvoeder-huismeester, directiesecretaris, studiemeester-opvoeder, opsteller, klerk-typist, coördinerend inspecteur, inspecteur in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — Ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel

Art. 6. De ambten die de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel mogen uitoefenen, worden bepaald en ingedeeld in wervingsambten, selectieambten en bevorderingsambten.

Afdeling 1. — Wervingsambten in de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel

Art. 7. In het lager secundair onderwijs voor sociale promotie zijn de wervingsambten :

1. leraar algemene vakken;
2. leraar bijzondere vakken;
3. leraar technische vakken;
4. praktijkleraar;
5. leraar technische vakken en beroepspraktijk.

Art. 8. In het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie zijn de wervingsambten :

1. leraar algemene vakken;
2. leraar psychologie, opvoedkunde en methodiek;
3. leraar bijzondere vakken;
4. leraar technische vakken;
5. praktijkleraar;
6. leraar technische vakken en beroepspraktijk.

Art. 9. In het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie zijn de wervingsambten :

1. leraar algemene vakken;
2. leraar psychologie, opvoedkunde en methodiek;
3. leraar bijzondere vakken;
4. leraar technische vakken;
5. praktijkleraar;
6. leraar technische vakken en beroepspraktijk.

Art. 10. In het hoger technisch onderwijs van de 2e graad voor sociale promotie van stelsel 2 zijn de wervingsambten :

1. leraar algemene vakken;
2. leraar technische vakken;
3. praktijkleraar.

Afdeling 2. — Wervingsambten in de categorie opvoedend hulppersoneel

Art. 11. In het onderwijs voor sociale promotie is het wervingsambt :
1. studiemeester-opvoeder.

Afdeling 3. — Selectieambten in de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel

Art. 12. In het onderwijs voor sociale promotie zijn de selectieambten :
1. werkmeester;
2. onderdirecteur.

Afdeling 4. — Selectieambten in de categorie opvoedend hulppersoneel

Art. 13. In het onderwijs voor sociale promotie zijn de selectieambten :
1. opvoeder-huismeester;
2. directiesecretaris.

Afdeling 5. Bevorderingsambten in de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel

Art. 14. In het secundair onderwijs voor sociale promotie is het bevorderingsambt :
1. directeur.

Art. 15. In het hoger onderwijs voor sociale promotie is het bevorderingsambt :
1. directeur.

HOOFDSTUK III. — Ambten van de leden van het administratief personeel

Art. 16. In het onderwijs voor sociale promotie zijn de wervingsambten :
1. klerk-typist;
2. opsteller.

HOOFDSTUK IV. — Ambten van de personeelsleden van de inspectiediensten belast met het toezicht over de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap

Art. 17. De bevorderingsambten die de leden van de inspectie belast met het toezicht over de inrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap mogen bekleden worden als volgt bepaald en ingedeeld :

1. inspecteur algemene vakken in het lager secundair onderwijs;
2. inspecteur bijzondere vakken in het lager secundair onderwijs;
3. inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het lager secundair onderwijs;
4. inspecteur algemene vakken in het hoger secundair en het hoger onderwijs;
5. inspecteur bijzondere vakken in het hoger secundair en het hoger onderwijs;
6. inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair en het hoger onderwijs;
7. inspecteur psychologie, opvoedkunde en methodiek in het hoger secundair en het hoger onderwijs;
8. inspecteur van het opvoedend hulppersoneel;
9. coördinerend inspecteur.

TITEL II. — Vereisten voor oprichting en instandhouding van opdrachten en betrekkingen in het onderwijs voor sociale promotie

Art. 18. Overeenkomstig artikel 111 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie worden de betrekkingen van directeur, onderdirecteur, werkmeester, opsteller en klerk-typist vanaf 1 juli 1991 opgericht en in stand gehouden volgens de vereisten van dit decreet voor alle opleidingsafdelingen en -eenheden van een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie, bedoeld in artikel 94 van voormeld decreet.

Art. 19. In elke autonome inrichting voor sociale promotie wordt een voltijdse betrekking van directeur opgericht en in stand gehouden.

Die betrekking mag niet onder verschillende personeelsleden verdeeld worden.

De prestaties van die directeur bedragen ten minste 36 uur per week. Ze kunnen beperkt worden, afgezien van de uren openstelling van de inrichting die hij leidt, tot het in het 3e lid vermelde aantal uren.

Art. 20. In elke autonome inrichting voor sociale promotie kan één voltijdse betrekking van opvoeder-huismeester opgericht en in stand gehouden worden. De betrekking mag niet onder verschillende personeelsleden verdeeld worden.

De prestaties van die opvoeder-huismeester bedragen 36 uur per week.

Hij kan desnoods met secretariaatswerk belast worden.

Art. 21. Voor het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 bekomt men het aantal lestijden-leerlingen door de aantallen lestijden opleiding, gevolgd door alle regelmatige leerlingen, op te tellen.

Voor stelsel 2 bekomt men dat getal door het aantal wekelijkse lessen/leerlingen, bepaald in artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 januari 1966 houdende vaststelling van de voorwaarden vereist voor het bepalen van het aantal betrekkingen in de rijksinrichtingen voor technisch onderwijs, met 40 te vermenigvuldigen.

Art. 22. In een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie kan de betrekking van onderdirecteur opgericht en in stand gehouden worden in functie van het aantal lestijden-leerlingen vermeld in onderstaande tabel :

Lestijden-leerlingen	Onderdirecteur
200 000	één halfzijdse betrekking
320 000	twee halfzijdse betrekkingen of één voltijdse betrekking
640 000 en meer	twee halfzijdse en één voltijdse betrekking of twee voltijdse betrekkingen

De halfzijdse of voltijdse betrekkingen mogen niet onder verschillende personeelsleden verdeeld worden.

Voor de voltijdse betrekking van onderdirecteur van een autonome inrichting voor sociale promotie bedragen de prestaties 36 uur per week.

Art. 23. § 1. In een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie kan de betrekking van werkmeester opgericht en in stand gehouden worden in functie van onderstaande aantallen lestijden-leerlingen :

Lestijden-leerlingen	Onderdirecteur
30 000	één vierdetijdse betrekking
80 000	twee vierdetijdse betrekkingen of één halftijdse betrekking
120 000	twee vierdetijdse betrekkingen of één halftijdse en één vierdetijdse betrekking of één drievierdetijdse betrekking
160 000	vier vierdetijdse betrekkingen of twee halftijdse betrekkingen of één halftijdse en twee vierdetijdse betrekkingen of één vierdetijdse en één drievierdetijdse betrekking of één voltijdse betrekking
320 000 en meer	vier vierdetijdse betrekkingen en één voltijdse betrekking of twee halftijdse betrekkingen en één voltijdse betrekking of één halftijdse en twee vierdetijdse betrekkingen en één voltijdse betrekking of één drievierdetijdse en één vierdetijdse en één voltijdse betrekking of twee voltijdse betrekkingen

De bovenbedoelde voltijdse betrekking en deeltijdse betrekkingen mogen niet onder verschillende personeelsleden verdeeld worden.

Voor een voltijdse betrekking van werkmeester in een autonome inrichting voor sociale promotie bedragen de prestaties 30 lestijden per week.

§ 2. Bij de berekeningen bedoeld in § 1 van dit artikel komen :

1. de lestijden-leerlingen beroepspraktijk maar in aanmerking voor 75 %;
2. de lestijden-leerlingen technische vakken en beroepspraktijk maar in aanmerking voor 25 %;
3. de lestijden-leerlingen technische vakken in industriële laboratoria maar voor 50 %;
4. de lestijden-leerlingen technische vakken in niet-industriële laboratoria maar voor 25 %.

De beschouwde lestijden komen voor in de lesroosters van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, goedgekeurd door de Executieve op eensluitend advies van de overlegcommissie of, bij gemis daarvan, in de lesroosters van de afdelingen van korte opleidingen, goedgekeurd door de voor het onderwijs voor sociale promotie bevoegde Minister.

Art. 24. In een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie kan een betrekking van directiesecretaris opgericht en in stand gehouden worden als de inrichting ten minste 360 000 lestijden-leerlingen telt. Die betrekking kan halftijds toegewezen worden. Voor een voltijdse betrekking bedragen de prestaties 36 uur per week.

Art. 25. In een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie kunnen voltijdse betrekkingen van studiemeester-opvoeder, opsteller en klerk-typist opgericht en in stand gehouden worden in functie van de onderstaande aantallen lestijden-leerlingen :

Lestijden-leerlingen	Betekkingen
30 000	één opvoeder-huismeester overeenkomstig artikel 20 of één studiemeester-opvoeder of één klerk-typist of één halftijdse studiemeester-opvoeder en één halftijdse klerk-typist
120 000	+ één studiemeester-opvoeder of + 1 klerk-typist of + 1 halftijdse studiemeester-opvoeder en één halftijdse klerk-typist
240 000	+ één studiemeester-opvoeder
360 000	+ één directiesecretaris overeenkomstig artikel 24 of + één studiemeester-opvoeder of + één opsteller of + één klerk-typist
500 000	+ één studiemeester-opvoeder of + één klerk-typist
660 000	+ één studiemeester-opvoeder of + één klerk-typist
840 000	+ één studiemeester-opvoeder of + één klerk-typist
1 200 000 en meer	+ één studiemeester-opvoeder of + één opsteller of + één klerk-typist

De betrekkingen van studiemeester-opvoeder, klerk-typist en opsteller mogen halftijds toegewezen worden.

Voor de voltijdse betrekkingen bedragen de prestaties 36 uur per week.

Art. 26. Het aantal betrekkingen bedoeld in de artikelen 19, 20, 22, 23, 24 en 25 wordt bepaald op 1 januari van elk kalenderjaar op grond van het totaal aantal lestijden-leerlingen in het voorlaatste kalenderjaar dat voorafging.

Het aantal van die betrekkingen wordt voor het eerst bepaald op 1 juli 1991 op grond van het totaal aantal lestijden-leerlingen in het kalenderjaar 1990.

Art. 27. Vanaf 1 juli 1991 zijn er nog enkel betrekkingen van leraar als hoofdami, onverminderd overgangsbepalingen vastgesteld door de Executieve voor alle opleidingsafdelingen en -eenheden van een inrichting voor sociale promotie.

Overeenkomstig art. 118 van bedoeld decreet kan evenwel een beroep gedaan worden op deskundigen voor bepaalde prestaties, volgens de regeling bepaald in het besluit van de Executieve, getroffen bij toepassing van dat artikel.

Art. 28. De betrekkingen van leraar en de opdrachten van de deskundigen worden door elke betrokken inrichtende macht bepaald overeenkomstig de dotatie per school.

Art. 29. Behoudens andersluidende bepaling worden de betrekkingen als hoofdami in het onderwijs voor sociale promotie van een bepaalde inrichtende macht toegewezen met inaanmerkingneming, bij voorrang, van alle diensten verstrekt in het onderwijs voor sociale promotie van die inrichtende macht, in welke hoedanigheid ook.

Art. 30. Bij terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking in een inrichting voor sociale promotie, wordt in voorkomend geval de betrekking van de in een bijbetrekking benoemde personeelsleden het eerst getroffen.

TITEL III. — Slotbepalingen

Art. 31. Artikel 5 van het koninklijk besluit van 12 januari 1966 houdende vaststelling van de voorwaarden vereist voor het bepalen van het aantal betrekkingen in de rijksinrichtingen voor sociale promotie, wordt opgeheven wat de autonome inrichtingen voor sociale promotie betreft. Betrekkingen toegewezen tot 31 december 1991 krachtens dat besluit kunnen echter in voorkomend geval in stand gehouden worden tot 30 september 1992.

De betrekkingen van leraar in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 kunnen als bijbetrekking toegewezen worden tot 30 september 1992.

Art. 32. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 1991.

Art. 33. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

EXECUTIEVE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 92 — 738

[C — 31070]

13 FEBRUARI 1992. — Besluit van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest ter invoering van een forfaitaire toeslag op de tarieven die van toepassing zijn voor het bezoldigd vervoer van personen per taxi

De Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die de bevoegdheden van het College van de Brusselse Agglomeratie uitoefent, op grond van artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen,

Gelet op artikel 108ter, § 2, van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 9 mei 1989;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1987 en bij de bijzondere wet van 12 januari 1989;

EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 92 — 738

[C — 31070]

13 FEVRIER 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale instaurant un supplément forfaitaire au tarif applicable pour le transport rémunéré de personnes par taxis

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, exerçant les attributions du Collège de l'Agglomération bruxelloise en vertu de l'article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises,

Vu l'article 108ter, § 2, de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 9 mai 1989;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes, modifiée par la loi du 21 août 1987 et par la loi spéciale du 12 janvier 1989;